

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 08 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERE ILLICITE Jean REGNIER

11 Pinceloup
35470 Bain-De-Bretagne

Références : UD35/2025-466
Code AIOT : 0005517010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement CARRIERE ILLICITE Jean REGNIER implanté Lieu-dit Château Gaillard 35470 Bain-de-Bretagne.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE ILLICITE Jean REGNIER
- Lieu-dit Château Gaillard 35470 Bain-de-Bretagne
- Code AIOT : 0005517010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site présentant des traces d'excavation et des déchets entreposés (terres et gravats), sans l'enregistrement requis.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- ISDI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Remise en état et mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 27/06/2024, article 1
2	Suspension de l'activité	AP de Mise en Demeure du 27/06/2024, article 2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le propriétaire a remis le terrain en état en comblant la fosse par l'apport de matériaux inertes extérieurs, conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 27/06/2024. L'inspection propose donc la levée de cette mise en demeure.

Le propriétaire est toutefois invité à évacuer les déchets et gravats stockés sur son terrain.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état et mesures conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/06/2024, article 1
Thème(s) : Illégaux, Remise en état et mesures conservatoires
Prescription contrôlée : Conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, M. Jean REGNIER, domicilié au 11 Pinceloup à Bain-de-Bretagne, est mis en demeure de régulariser la situation administrative de l'installation d'extraction de matériaux et de stockage de déchets qu'il exploite sans l'enregistrement préfectoral requis sur la parcelle ZE 174 sur la commune de Bain-de-Bretagne en procédant à la cessation des activités par la remise en état de la parcelle afin de lui rendre sa vocation naturelle avant l'expiration du délai qui court jusqu'au 15 octobre 2024. A titre de mesures conservatoires, M. Jean REGNIER est tenu de respecter les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la remise en état comprend notamment les opérations suivantes : comblement de la fosse par apport de matériaux inertes et évacuation des matériaux et déchets stockés pour nivellement du terrain de façon à retrouver la topographie d'origine ;• M. Jean REGNIER établit et tient à la disposition de l'Inspection des installations classées les justificatifs de bonne réalisation de ces opérations.
Constats : L'inspection constate que la fosse a été comblée et le terrain nivelé. Le propriétaire présente les justificatifs d'apports de matériaux : convention signée du 17/05/2024 avec une entreprise de travaux publics pour l'apport de matériaux inertes sur la parcelle ZE 174. Des matériaux inertes sont toujours stockés en surface. > L'Inspection attire l'attention du propriétaire sur ce stockage qui devra être évacué.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suspension de l'activité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 27/06/2024, article 2
Thème(s) : Illégaux, Suspension de l'activité
Prescription contrôlée : Conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, l'exploitation de l'installation d'extraction de matériaux et de stockage de déchets inertes susvisée est suspendue à compter de la notification du présent arrêté. Ainsi, toute nouvelle extraction de matériaux et tout nouvel apport de déchets ou de matériaux autres que ceux nécessaires au remblaiement sur la parcelle considérée sont interdits.
Constats : La fosse a été comblée et le terrain remis en état. Il n'y a pas eu de nouvelle extraction ou de nouvel apport de déchets autres que ceux nécessaires au remblaiement, dont le justificatif a été fourni par le propriétaire.
Type de suites proposées : Sans suite



Photo de l'inspection du 27 novembre 2025